

## 2 Politique

## Dialogue national/Plénière du comité ad hoc paritaire

### Le rapport du groupe 2 adopté

Martina ADA METOULE

Libreville/Gabon

C'est l'issue de la plénière qui s'est tenue hier au Radisson Blu. Une réunion qui a été suspendue afin de permettre aux membres des groupes 1 et 3 d'harmoniser leurs rapports respectifs. Ces derniers devront adapter leurs documents aux amendements apportés au rapport du groupe 2. Les assises étaient dirigées par le président du comité ad hoc paritaire, Emmanuel Issoze NgonDET. Les travaux devaient reprendre ce jour.

AU terme des travaux des groupes du comité ad hoc paritaire (majorité-opposition) chargé de préparer le dialogue national inclusif et sans tabou, une plénière s'est tenue, hier au Radisson Blu. Dirigée par le président dudit comité Emmanuel Issoze NgonDET, celle-ci avait pour objet l'adoption des rapports sanctionnant les travaux de ces groupes.

La plénière avait plusieurs points inscrits à l'ordre du jour. D'abord l'adoption du rapport des travaux du groupe 2. Lequel avait pour mission de rédiger les termes de référence, ainsi que les projets d'ordre du jour et de la liste des participants au prochain dialogue prôné par le président de la République Ali Bongo Ondimba. Deuxième point inscrit à l'ordre du jour, l'adoption du rapport des réflexions du groupe 1. A celui-ci, il était confié la tâche d'élaborer le code de bonne conduite et le règle-



Photos : DR

Les travaux ont été présidés par le Premier ministre, Issoze NgonDET (micro).



Photos : DR

Une vue des membres du comité ad hoc paritaire, lors de la session d'hier.



Photos : DR

Les participants.



Photos : DR

Une phase de la plénière.

ment intérieur de ces assises. Autre point, l'examen du rapport du groupe 3 dont les travaux étaient axés sur la structuration organisationnelle et le budget du dialogue. Il était question pour les membres du comité ad hoc paritaire d'apprécier et d'harmoniser les points de divergence dégagés lors des travaux en commissions. Aux dernières nouvelles, l'ordre du jour de la plénière d'hier n'a pas été épuisé. Et

pour cause, après l'adoption du rapport du groupe 2, une suspension se serait imposée. A la demande du président de séance, Emmanuel Issoze NgonDET, l'examen relatif aux travaux des groupes 1 et 3 a été renvoyé à aujourd'hui. Toute chose qui leur permettrait de prendre en compte, dans leurs rapports, les amendements qui ont été apportés au rapport du groupe 2. Etant entendu qu'ils avaient à examiner au cours de leurs

travaux, certaines questions identiques. Fort de cela, c'est finalement ce vendredi que les travaux des groupes 1 et 3 passeront en plénière en vue d'adoption. Rappelons que les réflexions du comité ad hoc paritaire chargé de préparer le dialogue national ont débuté mercredi 15 février dernier. Initialement, leur fin était prévue pour le lundi 20 février dernier. On peut comprendre, à travers le prolongement des délais

que les débats ont été houleux. On en veut pour preuve, l'importance des points sur lesquels la majorité et l'opposition ne sont pas tombées d'accord. Par exemple, l'introduction ou non, dans le code de bonne conduite, des expressions telles que : "violences liées à la crise post-électorale". Tout comme la question des valeurs des actes issus du dialogue national ; la mise en place du secrétariat technique et financier ; etc. Une

situation qui a amené les deux parties à déposer ces sujets sur la table de l'instance décisionnelle, afin d'examiner et adopter des textes consensuels. Ainsi, aujourd'hui, c'est sur les problématiques du code de bonne conduite, de règlement intérieur, de structuration organisationnelle et de budget que devraient se pencher, toujours en plénière, les membres du comité ad hoc paritaire (majorité-opposition).

## Le BNCM disposé à en assurer la médiation



Photo : SNN

Les membres du Rassemblement des Républicains indépendants (RRI) à l'ouverture de la rencontre.



Photo : SNN

Ces religieux qui ont répondu favorablement à l'appel du RRI.

SM

Libreville/Gabon

Récemment créée, cette plateforme qui réunit plusieurs hommes d'église devrait, selon ses membres, contribuer activement à l'apaisement du climat social dans notre pays. Notamment en amenant les différents acteurs politiques autour d'une table.

PLUSIEURS leaders d'églises se

sont rassemblés, mardi dernier, dans un hôtel de Libreville, pour la mise en place d'une plateforme dénommée, "Bureau national chrétien pour la médiation" (BNCM). Ils se proposent "d'œuvrer pour ramener à une discussion franche et sans tabou, tous les acteurs des deux camps rivaux (majorité et opposition), afin de soulager et éviter la fracture d'une nation en quête d'unité et de prospérité partagée". Cette initiative résulte de l'appel lancé, le 29 décembre dernier,

par le Rassemblement des républicains indépendants (RRI), via son président, Thierry Madougou. Lequel appel, exhortait les leaders religieux, au regard du climat politique et social, à se réunir afin de constituer une force capable d'intervenir pour la réconciliation et la consolidation de la paix dans notre pays. D'autant plus que l'Église «représente une puissance morale de persuasion et d'action qui ne peut être négligée devant l'urgence de trouver une solution à la crise post-

électorale actuelle».

S'adressant à ces religieux, le président du RRI a tenu à rappeler que "l'heure est grave". «Les Gabonais dans leur ensemble, a-t-il dit, ressentent un malaise à la fois politique, économique et social. Ils sont divisés et troublés : le pays va mal». Et de poursuivre : «Il est important que nous nous mettions à l'écoute de la nation et qu'ensemble, nous privilégions les moyens pacifiques pour y remédier».

Ainsi, ces hommes de Dieu ont,

pour un premier pas, invité «les acteurs politiques à la retenue, tant dans les propos que dans les actes». Non sans appeler tous leurs frères et sœurs "conducteurs spirituels", à les rejoindre au sein de cette nouvelle structure, afin d'agir de manière concertée et plus active. Soulignons que le bureau du BNCM est dirigé par les représentants de "l'Assemblée chrétienne vie glorieuse" et du bureau national du christianisme céleste du Gabon.